

ENTRETIEN AVEC CATHERINE BIDOU-ZACHARIASEN ET STÉPHANE NAHRATH, MEMBRES DU COMITÉ DE RÉDACTION D'ESPACES ET SOCIÉTÉS

[Catherine Bidou-Zachariassen](#), [Stéphane Nahrath](#), Entretien réalisé par [Jean-Yves Authier](#), [Jérôme Monnet](#)

Érès | « Espaces et sociétés »

2020/1 n° 180-181 | pages 53 à 77

ISSN 0014-0481

ISBN 9782749267500

DOI 10.3917/esp.180.0053

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2020-1-page-53.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Érès.

© Érès. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.



Entretien avec Catherine Bidou-Zachariasen et Stéphane Nahrath, membres du comité de rédaction d'*Espaces et sociétés*

JEAN-YVES AUTHIER : Catherine et Stéphane, vous faites partie de deux générations différentes au sein du comité de rédaction d'*Espaces et sociétés*. Catherine, tu es entrée à *Espaces et sociétés* en 1997, Stéphane plus récemment, en 2007, et vous avez occupé tous les deux au sein de la revue, on y reviendra, diverses fonctions, en particulier des fonctions de direction. C'est à ces titres que nous vous avons sollicités pour cet entretien croisé, au cours duquel nous allons avec vous parler d'*Espaces et sociétés* et de votre rapport à cette revue. Pour commencer, nous vous proposons de vous présenter en quelques mots, de présenter votre formation, votre itinéraire professionnel, vos centres d'intérêt. Catherine, tu veux bien commencer ?

CATHERINE BIDOU-ZACHARIASEN : Je suis directrice de recherche émérite au CNRS. J'étais dans un centre de recherche de l'université Paris-Dauphine, l'IRIS, qui maintenant s'appelle IRISSO, que j'ai dirigé pendant assez longtemps. J'ai une formation classique en sociologie à la Sorbonne dans les belles années. J'ai fait mon DEA à Nanterre avec Lefebvre et ma thèse avec Raymonde Moulin sur les classes moyennes. J'ai commencé cette thèse, fin des années 1970, début des années 1980. À cette époque, j'avais eu des contrats publics sur l'urbain (il y en avait beaucoup à cette période !) et une question qui avait émergé

pour moi dans l'urbain est celle des classes moyennes. Ces classes moyennes étaient particulièrement visibles dans les mouvements sociaux, dans l'espace public, dans l'espace social, et dans l'espace du travail. Mais dans l'espace de la sociologie, elles étaient quasi inexistantes. C'est pour cela que j'ai choisi ce sujet sur les classes moyennes, sur leur rapport à l'espace en général et leur rapport à l'espace urbain en particulier. Pendant toute ma carrière mes travaux se sont orientés dans cette double perspective : classes moyennes et rapport à l'espace. De façon ponctuelle, pendant quelques années, j'ai également travaillé en sociologie de la littérature, sur Proust et les classes moyennes, sur les rapports de classe chez Proust, les rapports entre l'aristocratie et les classes moyennes. Et il y avait aussi ici un peu de rapport à l'espace, de rapport à l'habitat et de rapport à la ville.

STÉPHANE NAHRATH : Je suis professeur de science politique à l'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP) à l'université de Lausanne depuis 2015. J'ai une double formation parce que j'ai une formation initiale en science politique (à Lausanne et à Berlin), et j'ai ensuite fait, entre 1993 et 1995, un DEA en sciences sociales avec une orientation en sociologie à l'École des hautes études en sciences sociales, à l'antenne de Marseille, sous la direction de Jean-Claude Chamboredon. Suite à l'impossibilité de bénéficier de la bourse de thèse de l'EHESS (la Suisse ayant refusé, sous la pression des mouvements politiques nationalistes et populistes tels que l'UDC, d'intégrer l'EEE [Espace économique européen]), je suis retourné en Suisse et, dans le même temps, à la science politique grâce à Moncef Djaziri. Je me suis orienté vers l'analyse des politiques publiques, parce que c'était un champ de recherche qui permettait de faire le pont entre la sociologie et la science politique. Et assez rapidement, je me suis orienté vers un domaine qui, en science politique, est paradoxalement relativement peu analysé, qui concerne les rapports politiques à l'espace et au territoire. J'ai donc beaucoup travaillé dans le domaine de l'analyse des politiques publiques à incidence spatiale, et notamment sur les politiques environnementales et d'aménagement du territoire. J'ai aussi un peu travaillé sur les questions de gouvernance urbaine. Et puis, petit à petit, j'ai été confronté aux torrents de discours sur la durabilité et le développement durable, et je me suis positionné dans ce débat sur la durabilité en proposant de considérer que l'enjeu fondamental de la durabilité, c'était la gestion durable des ressources. Et donc là, avec plusieurs collègues, dont mon ancien directeur de thèse Peter Knoepfel, nous avons développé, depuis plus de quinze ans maintenant, un programme de recherche assez systématique sur la gestion durable des ressources à travers l'approche des « régimes institutionnels de ressources ». Au début, c'étaient des ressources naturelles. Ensuite on a étendu la définition de la notion de ressource à des aspects infrastructurels, puis même culturels et symboliques. Donc j'ai aussi pas mal travaillé sur des questions de paysage, ainsi que sur la gestion durable des infrastructures dans

les secteurs d'industrie de réseaux, notamment ceux en cours de libéralisation. Et tout ça, à partir d'une approche théorique qui était à la fois fondée sur l'analyse des politiques publiques d'un côté, et, de l'autre, la mobilisation d'une littérature qui vient de l'économie institutionnelle des ressources, et qui met en avant le rôle central des droits de propriété dans la gestion des ressources. J'ai finalement un profil assez interdisciplinaire. Du coup, la sociologie est devenue un peu « crypto », on va dire. Je suis une sorte de « crypto-sociologue » comme me l'a dit un jour mon collègue et ami Jean-Philippe Leresche. Je ne la mobilise pas explicitement dans mes travaux, mais en même temps, certaines approches théoriques continuent, je crois, à structurer ma pensée. Et donc l'espace et le territoire sont à peu près partout, sous différentes formes, dans mes recherches. Et c'est vrai que je suis du coup en science politique un peu à la marge. Je suis quelqu'un d'un peu périphérique dans ma discipline. Parce que je ne m'occupe pas explicitement des objets ou des thématiques parmi les plus classiques des sciences politiques : la démocratie, la question du vote, ou encore la comparaison des institutions et des systèmes politiques. Mais je travaille beaucoup dans une perspective interdisciplinaire, et l'essentiel de mes travaux de recherche sont en fait menés en collaboration avec des collègues d'autres disciplines : la géographie, l'économie (et notamment l'économie institutionnelle), le droit, et un peu l'anthropologie. J'entretiens un rapport au droit qui est un petit peu particulier, qui est un rapport de sciences sociales au droit. Parce que je m'interroge beaucoup sur la notion de propriété, notamment foncière, mais pas seulement. Et donc c'est vrai qu'*Espaces et sociétés*, dans sa dimension à la fois très interdisciplinaire et orientée sur des questions de rapports entre espace et société, je m'y sens assez à l'aise. Même si, finalement, je n'avais pas une pré-connaissance forte des réseaux académiques ou intellectuels qui fondent cette revue. Mais je suis rentré en contact avec la revue plus par des aspects de proximité des thématiques et des questionnements que véritablement par une proximité théorique, ou intellectuelle, par rapport aux fondements théoriques de la revue. En même temps, les approches néo-marxistes de l'espace m'ont toujours intéressé.

L'ENTRÉE DANS LA REVUE

JEAN-YVES AUTHIER : Nous allons justement aborder votre entrée dans la revue, avec plusieurs questions : à quelle date ? Qui vous avait sollicités ? Qu'est-ce qui vous a conduits à entrer à *Espaces et sociétés* ?

CATHERINE BIDOU-ZACHARIASSEN : Je pense que c'est parce que j'avais rédigé un article sur « Les rigidités de la ville fordiste », que j'avais proposé à *Espaces et sociétés*, et qui a été très vite accepté. Il est paru en 1996, et après cette publication c'est Maurice Blanc qui m'a jointe et qui m'a dit que la revue aimerait bien que j'intègre le comité de rédaction. Ça a mis un peu de temps

(on connaît les procédures !), mais finalement pas tant que ça puisque j'y suis rentrée en 1997. Je connaissais la revue depuis sa création en 1970 du fait que j'étais l'élève de Lefebvre. À cette date, j'étais en Amérique latine, mais de là-bas j'avais vu la création de cette revue, elle m'intéressait, et quand je suis rentrée en France, je suis retournée au séminaire de Lefebvre. Je connaissais donc bien la revue, elle me plaisait, mais ce n'est que bien plus tard que j'ai proposé un article. Je ne sais pas pourquoi je n'ai pas proposé d'article avant. Peut-être parce que j'ai ensuite un peu perdu de vue Lefebvre. Mais je me suis toujours sentie très proche intellectuellement de cette revue.

JÉRÔME MONNET : Quand tu dis que tu as été sollicitée par Maurice Blanc, est-ce que tu l'avais déjà rencontré ?

CATHERINE BIDOU-ZACHARIASEN : Non, je ne le connaissais pas. À l'époque, je n'étais pas bien insérée dans le milieu. Quand je suis rentrée de Colombie, j'ai fait des contrats, il fallait que je fasse ma thèse, je venais d'avoir un deuxième enfant, c'était dur de comprendre le milieu. J'ai mis plusieurs années à m'intégrer. Quand on est sur contrat, on rédige, on rédige, et on n'a pas tellement le temps de penser aux publications académiques. Donc pas une seconde, je n'ai pensé à donner un article à *Espaces et sociétés*. Et puis après, quand je suis entrée au CNRS, oui, j'ai fait des publications à droite et à gauche. Quand on est au CNRS, on veut des publications qui soient valorisées par le Comité national. Mais *Espaces et sociétés*, en sociologie, ce n'était pas très visible en fait, même si c'était une bonne revue. Et puis un jour je me suis dit « je m'en fiche ». Donc j'ai tardé à proposer un article, peut-être aussi parce que j'étais plus sur « classes moyennes » que sur « espace », je ne me rappelle plus très bien.

JEAN-YVES AUTHIER : Sais-tu pourquoi Maurice Blanc t'avait sollicitée ?

CATHERINE BIDOU-ZACHARIASEN : Non, pas du tout. Il m'a dit « il faut qu'on renouvelle le comité de rédaction. On a besoin de femmes ». Il trouvait intéressant mon article sur les rigidités de la ville fordiste. Mon texte avait plu aussi à Jean-Pierre Garnier. Pourtant, c'était un article bien académique, mais il était quand même, enfin oui, il était un peu critique. Mais il n'était pas marxiste pur jus. Il était un peu régulationniste au sens de l'école de la régulation. Une sociologie de la régulation qui leur a plu comme positionnement théorique. Et Maurice Blanc, j'ai dû le rencontrer à un colloque, ou à un séminaire, et c'est là où il m'a demandé. Et puis ça a été assez vite en fait.

JEAN-YVES AUTHIER : Connaissais-tu d'autres membres du comité de rédaction ?

CATHERINE BIDOU-ZACHARIASEN : Je crois que j'avais déjà rencontré Sylvia Ostrowsky et que j'avais rencontré aussi Jean-Pierre Garnier au séminaire de Lefebvre. Mais je les connaissais vraiment très peu. Je connaissais leurs noms, je les avais croisés dans des manifestations, mais je n'avais pas de relation amicale avec eux.

JEAN-YVES AUTHIER : À l'époque, c'était Jean Remy qui était le directeur de la revue ?

CATHERINE BIDOU-ZACHARIASEN : Oui. Je ne le connaissais pas personnellement, je ne l'avais jamais rencontré, mais je connaissais très bien ses travaux. Et le fait que ce soit lui le directeur de la revue, pour moi, c'était quelque chose qui faisait que je n'avais aucune réticence. Au contraire, j'avais beaucoup de respect pour ses travaux, j'avais beaucoup apprécié son livre *La ville comme phénomène économique*. Odile Saint-Raymond, j'avais dû aussi la croiser à des colloques, mais je ne la connaissais pas non plus. Je ne connaissais personne. Et puis quand je suis entrée, je suis devenue assez amie avec Sylvia Ostrowetsky.

JEAN-YVES AUTHIER : Est-ce que tu peux justement nous raconter ton entrée dans le comité de rédaction ?

CATHERINE BIDOU-ZACHARIASEN : Ça m'a bien intéressée. J'ai trouvé qu'il y avait un vrai boulot concret d'évaluer des articles. Ça m'a vraiment plu. Peut-être aussi que dans ces années-là, du fait que j'étais au Comité national du CNRS, j'avais des connaissances sur la manière dont il fallait promouvoir les revues, donner des conseils aux jeunes auteurs. Ça, je savais assez bien faire quand même. Au début de ma carrière, je ne connaissais pas bien le milieu, mais là, je commençais vraiment à bien connaître les arcanes du CNRS, tous les rouages, et c'est peut-être aussi pour cela que j'ai été sollicitée pour entrer dans la revue. En tout cas, j'ai un peu servi d'interface avec le service de soutien aux revues du CNRS, par exemple pour constituer le dossier de demande de subvention. Et il me semble que dans ces années, après mon entrée, on s'est un peu professionnalisés dans la façon de bien gérer une revue. À l'époque où on était encore chez L'Harmattan comme éditeur, c'était quand même un peu foutraque, c'était épouvantable. Donc on s'est quand même vraiment professionnalisés au cours des années. On est devenus plus réglos pour rendre les numéros à temps, faire des évaluations qui soient cadrées, avec des procédures.

JEAN-YVES AUTHIER : Et tu disais qu'à l'époque, la revue était un peu marginale...

CATHERINE BIDOU-ZACHARIASEN : Oui, dans le champ de la sociologie. Je pense qu'en urbanisme, en architecture, c'était au contraire une revue centrale. Enfin, ce n'était pas « au contraire ». C'était un champ un peu annexe de la sociologie. Mais justement, moi en sociologie, je voulais réintégrer l'espace, qui était quand même une dimension assez peu visible dans la sociologie française classique. Y compris chez Bourdieu qui avait d'ailleurs reconnu avoir fait un peu l'impasse sur l'espace. Les gens ont beau citer fréquemment son texte « Effets de lieu », publié dans *La misère du monde*, ça n'a rien à voir avec l'espace.

JEAN-YVES AUTHIER : Par rapport à la sociologie justement, est-ce qu'avant d'entrer à *Espaces et sociétés* tu avais été dans d'autres comités de rédaction, de revues de sociologie ou autres ?

CATHERINE BIDOU-ZACHARIASEN : Oui. Quand je suis entrée à *Espaces et sociétés*, j'étais déjà à *Actes de la recherche en sciences sociales*, depuis fin 1994 il me semble. Mais dans cette revue on faisait peut-être deux réunions par an, mais ça ne fonctionnait pas vraiment en comité de rédaction. On se réunissait, mais c'était très « vertical ».

JEAN-YVES AUTHIER : Et tu es restée à *Actes* par la suite ?

CATHERINE BIDOU-ZACHARIASEN : Oui, jusqu'à maintenant. Enfin, maintenant je suis dans le comité scientifique (je ne sais pas si c'est le terme exact).

JÉRÔME MONNET : Et par rapport à *Actes*, ça te semble un contraste fort avec ce que tu as trouvé en arrivant dans *Espaces et sociétés* ?

CATHERINE BIDOU-ZACHARIASEN : Ah oui, absolument. J'ai trouvé que c'était un vrai fonctionnement de revue, intéressant, malgré les dysfonctionnements qu'on pouvait voir, mais qui étaient essentiellement dus à des interactions de personnes. C'était plutôt de l'ordre du folklore. Comme les disputes homériques entre Bernard Poche, Sylvia Ostrowetsky, Jean-Pierre Garnier, ou Pellegrino. Quand je suis entrée, il y avait Bernard Pecqueur aussi, mais après il a été très pris dans des fonctions politiques locales. Et lui, il était très calme par contre. Mais voilà. Il y avait quelques personnalités qui se bouffaient le nez et qui faisaient beaucoup de bruit, mais bon, ça faisait partie du folklore. Ça ne nous empêchait pas de fonctionner à mon avis.

JEAN-YVES AUTHIER : Très bien. On va passer à toi Stéphane, avec les mêmes questions sur le moment où tu entres dans la revue : qui t'a sollicité ? Qu'est-ce qui t'a motivé à entrer à *Espaces et sociétés* (même si tu l'as déjà un peu évoqué) ? Est-ce que tu connaissais la revue avant d'arriver ?

STÉPHANE NAHRATH : Je me posais justement la question : à quel moment j'avais découvert l'existence de la revue ? C'est très probablement quand je faisais mes études à Marseille, à l'École des hautes études. Je rédigeais un mémoire sous la direction de Jean-Claude Chamboredon, qui en fait est un des rares sociologues contemporains qui se préoccupaient clairement du spatial. C'est d'ailleurs pour ça que je suis allé faire mon DEA à Marseille. Du coup, j'étais à la recherche justement de revues de sociologie, ou de sciences sociales, qui traitaient de l'espace, du territoire et des questions territoriales. Et j'étais tombé à l'époque sur *Espaces et sociétés* à la bibliothèque de la Vieille Charité. Je ne lisais pas systématiquement la revue, j'étais plutôt un lecteur d'*Actes de la recherche en sciences sociales*. Mais malgré tout, j'avais identifié cette revue comme étant intéressante à ce titre-là. Et puis bien des années plus tard, ça doit être en 2005, j'étais d'ailleurs ici à Lyon, au congrès de l'Association française de sciences politiques, je me suis retrouvé avec Olivier Giraud, qui était mon

collègue à l'époque à Lausanne, et qui m'a présenté Christian Azaïs. C'est la première fois que je rencontrais un membre du comité de rédaction d'*Espaces et sociétés*. Voilà. Et alors, je ne me rappelle plus exactement les circonstances maintenant : est-ce que c'est lui, donc Christian, qui m'a demandé si j'étais éventuellement intéressé... Je ne me rappelle plus les détails exactement.

J'avais fait, je crois, une première candidature qui avait été mise de côté, en tout cas je n'ai pas été recruté du premier coup. Je ne l'ai pas du tout mal pris. Ça faisait deux ans que j'avais terminé ma thèse, donc je me suis dit que c'était peut-être un peu tôt. Et puis c'est revenu assez rapidement après : une année plus tard, on m'a demandé de réactiver ma candidature. Ce que j'ai évidemment fait très volontiers. Et là, je crois, que c'est Catherine qui était la rapporteuse de mon dossier. Je ne sais pas ce qu'elle a dit, vous en savez plus que moi dans ce processus de recrutement ! Par contre, j'avais entre-temps rencontré Bernard Barraqué dans un congrès, et on avait déjà un peu discuté ensemble, mais je ne sais pas s'il est intervenu dans mon recrutement. Ce que je sais, c'est qu'il connaissait déjà un peu nos travaux sur les régimes institutionnels de ressources. Il connaissait aussi Frédéric Varone à Genève, donc il m'avait identifié comme étant dans un réseau de chercheurs pas trop mauvais, notamment sur l'eau. Cela a peut-être aussi joué en ma faveur. Ce que j'avais compris aussi, c'est qu'il y avait besoin de compétences dans le domaine environnemental, puisque Bernard Kalaora venait de partir du comité de rédaction. J'appréciais beaucoup ses travaux et il y avait donc aussi cet intérêt pour moi d'entrer dans le comité de rédaction parce qu'il y avait là des personnes qui m'inspiraient beaucoup. À la fois les travaux de Bernard Barraqué, les travaux de Kalaora, étaient des choses que j'appréciais déjà beaucoup.

C'était donc en 2007. À l'époque, je n'avais pas tellement d'expérience de fonctionnement dans des comités de rédaction. C'était le premier vrai comité dans lequel j'étais. J'ai été le cofondateur d'une petite revue, on va dire régionale, qui s'appelle *Urbia*, qu'on avait créée avec Antonio Da Cunha, qui est un géographe de l'urbain à l'université de Lausanne. Donc je savais à peu près à quoi ressemblait l'évaluation d'un article, j'avais déjà fait un peu l'exercice, mais ça a été un peu un baptême du feu, il faut être honnête. C'était quelque chose d'assez exigeant dans un premier temps. Il fallait décoder les choses. Moi je viens d'un monde académique qui n'est pas exactement français. Donc je connaissais un peu le fonctionnement du monde académique français par mon passage par l'EHESS à Marseille ; mais j'ai découvert un monde assez codé, dont un certain nombre de règles m'échappaient totalement au départ, et m'échappent certainement encore en partie aujourd'hui. Mais par contre, c'est un monde que j'ai tout de suite beaucoup apprécié. D'une part, parce que j'ai beaucoup appris. Très rapidement. Et puis j'ai beaucoup apprécié le fonctionnement, parce que je ne me doutais pas qu'on pouvait avoir des discussions aussi animées et substantielles sur les articles dans le cadre d'un comité de rédaction. En tout cas à cette époque. On fera peut-être un point sur

la situation aujourd'hui... Aujourd'hui c'est moins le cas. Mais j'ai beaucoup apprécié cette occasion d'avoir des vraies discussions avec une vingtaine de collègues souvent plus aguerris que moi sur la substance des articles et des publications. Donc ça a été très formateur. C'est pour ça aussi que ça a été un vrai plaisir de venir. Ça a été une motivation pour ma relative assiduité à participer aux comités. À chaque fois j'y ai appris quelque chose. C'était rare que je rentre chez moi en me disant : « J'ai perdu une journée. » Et c'est vrai que j'ai beaucoup apprécié ces moments de débats intellectuels, qui pouvaient parfois partir un petit peu dans les décors à certains moments, mais malgré tout extrêmement formateurs.

JEAN-YVES AUTHIER : Tu as cité Christian Azaïs, Bernard Barraqué, connaissais-tu d'autres personnes lorsque tu es arrivé dans le comité ?

STÉPHANE NAHRATH : Non, pas personnellement. En termes de lectures et de réputation, certainement, mais pas autrement.

JEAN-YVES AUTHIER : D'accord. Est-ce que tu peux revenir un petit peu sur tes premières impressions, souvenirs d'arrivée... dans ces réunions du comité où il y avait, comme tu l'as dit, une nécessité pour toi de décoder ?

STÉPHANE NAHRATH : Un accueil chaleureux. C'était la première chose. J'ai trouvé que c'était extrêmement chaleureux. Je me demandais ce que je faisais là au départ. Je me disais : mais pourquoi ils m'ont pris ? Quelle est la fonction que je suis censé occuper dans ce comité ? Est-ce que je suis un alibi, alors non pas « femme », mais un alibi « étranger » ? Ou est-ce que c'est autre chose ? Est-ce qu'il y avait effectivement besoin de compétences « environnement », peut-être science po, analyse de politiques publiques, des choses comme ça ? Il y avait certainement le fait de mon ancrage en Suisse, donc non parisien et non français, qui pouvait effectivement être un élément. En tout cas, j'ai identifié cela comme étant une de mes fonctions, et je me suis posé la question de la façon dont je pouvais contribuer à la diffusion de la revue dans mon cercle proche ou dans mes réseaux suisses. Ça a plus ou moins bien marché. Mais je ne peux pas mesurer dans quelle mesure cela a permis de faire venir des articles de collègues suisses, même s'il y en a quand même un certain nombre si on regarde ces dernières années. Et puis donc c'était un peu cette fonction-là que j'avais identifiée au départ.

Et ce qui m'a frappé à mon arrivée, c'était à la fois la franchise dans les divergences. Ça peut être des discussions qui peuvent être assez vives et assez « violentes » du point de vue du vocabulaire utilisé des fois. Mais en même temps, il y a un vrai respect je crois. Dans la divergence, il y a un vrai respect du pluralisme. C'est ça qui m'avait frappé aussi. C'est-à-dire qu'évidemment, si on reconstitue les fondements politiques, théoriques, des positions des différents membres du comité, on voit bien les lignes de clivage sur certains objets, sur certaines thématiques. Il peut y avoir effectivement des confrontations assez fortes, avec des positions assez marquées, où il est

difficile parfois de distinguer entre postures théoriques et politiques. Et en même temps, je crois qu'il y a un vrai respect des opinions des autres. Et ça, ça m'a fait plaisir, ça m'a rassuré. Parce que ce n'est pas quelque chose que j'avais forcément vécu auparavant dans ma trajectoire académique, où les divergences théoriques ou méthodologiques faisaient que ça provoquait des inimitiés qui pouvaient produire de graves dysfonctionnements institutionnels, souvent pour le malheur de tous. Là, ce n'était pas le cas. Il y avait presque une recherche dans une certaine mesure de la confrontation intellectuelle pour elle-même. Et cet esprit-là, il m'a beaucoup plu.

COMMENT DÉFINIR *ESPACES ET SOCIÉTÉS* ?

JEAN-YVES AUTHIER : On va précisément en venir à ce qu'est, selon vous, *Espaces et sociétés*, même si vous avez tous les deux déjà évoqué certains éléments, avec une double question : comment définiriez-vous la revue ? Qu'est-ce qui la caractérise par rapport à d'autres revues ?

CATHERINE BIDOU-ZACHARIASSEN : Bon d'abord, c'est une revue de sciences sociales, et une revue qui croise à la fois le spatial et le social. C'est ce qui a toujours été mon créneau. Et je trouve que c'était une des seules revues à ne pas être complètement du côté du spatial, ou alors complètement sociologique ou science politique.

STÉPHANE NAHRATH : C'est une des très rares revues francophones de dimension internationale, hors des revues de géographie, qui traitent clairement des rapports entre espaces et sociétés et qui les traitent de manière beaucoup plus diversifiée, je suis peut-être méchant avec les géographes, que des revues de géographie. Donc il y a une richesse interdisciplinaire qui est consubstantielle de la revue. C'est une des rares revues francophones interdisciplinaires, et généralistes, c'est-à-dire qui ne focalisent pas sur des thématiques spécifiques, comme le font, par ailleurs très bien, *Développement durable et territoire* ou la revue *Réseaux*. Cela me paraît être deux caractéristiques tout à fait importantes de la revue.

Un autre aspect qui m'a frappé, c'est son indépendance. C'est une revue qui conserve une forme d'indépendance, institutionnelle, mais aussi par rapport au choix des thématiques. J'ai l'impression que les thématiques qui viennent construire les dossiers sont des thématiques qui viennent beaucoup plus de l'observation du monde empirique et du fonctionnement de la société, que de thématiques qui sont prises parce qu'elles sont à la mode dans le champ académique ou le champ scientifique. Et ça, pour moi, c'est une forme de particularité. Si je regarde les dossiers thématiques d'autres revues, notamment les revues anglo-saxonnes, tout le monde se préoccupe de la dernière avancée de telle ou telle théorie, du dernier paradigme à la mode. Alors on a eu le *rational choice* dans les années 1990 ; puis on a eu le *historic turn*, puis le *geographic*

turn, et tout à coup tout le monde va faire du *geographic turn* ou du *spatial turn*, ou encore du *practical turn* ou du *gender turn* ; et à la fin on finit par choper le tournis...

À *Espaces et sociétés*, ce n'est pas du tout ça. Les thématiques viennent par d'autres chemins. Alors il y a bien sûr les numéros maintenant plus méthodologiques sur l'observation ou les approches multi-situées, qui, là, peuvent parfois être un peu plus influencés par l'actualité scientifique, mais c'est plutôt l'actualité politique, ou sociale, à mon avis, qui génère les thématiques des dossiers. Et ça, c'est quelque chose aussi que j'apprécie particulièrement, je dirais. Ce qui fait que la revue est quand même assez en accord avec un certain nombre de débats dans la société. Et, paradoxalement, elle est peut-être plus utile du point de vue de l'éclairage, de la contribution aux débats sociaux ou politiques pour les acteurs de la pratique, que ne l'est véritablement une revue qui contribue à révolutionner certaines approches théoriques. Ce n'est pas sa fonction, j'ai l'impression. Mais peut-être que je sous-estime sa portée théorique, c'est possible. En tout cas, depuis 2007, ce que j'observe, c'est qu'on est relativement indépendants par rapport à ça. Ça ne veut pas dire qu'on n'est pas ancrés ou qu'on ne s'ancre pas à certains moments sur des thématiques ou des débats plus théoriques. Typiquement, le numéro sur les « biens communs », c'est précisément un contre-exemple de ce que je viens de dire. Mais j'ai l'impression que les thématiques viennent plus souvent de l'observation de ce qui se passe dans la société.

Et puis, dernier élément pour caractériser *Espaces et sociétés*, c'est le fait que c'est une revue qui, du coup, est relativement ouverte et tolérante, alors pas par rapport aux canons scientifiques et méthodologiques *stricto sensu*, mais je veux dire qu'elle est un espace de liberté pour la publication pour des jeunes chercheurs, ou des jeunes postdoc, qui peuvent publier dans cette revue des articles dont la reconnaissance de la valeur est fondée plus sur l'originalité et la nouveauté de la thématique et des connaissances produites, que sur, justement une fois de plus, la contribution fondamentale au débat théorique. J'ai l'impression que la revue privilégie plus une originalité par rapport à la production de connaissances nouvelles sur une thématique, que la contribution à des enjeux plus théoriques. Et si on fait un rapide profil sociologique des auteurs qui proposent des articles, on a quand même beaucoup de jeunes chercheurs. Ce qui nous donne une responsabilité, car ce n'est pas toujours facile de les amener au niveau requis, mais c'est un rôle absolument essentiel. Et, quand on y arrive, ce sont de belles réussites. En même temps, on ne peut pas être seulement une revue tremplin pour primo-publiant. Parce que ça, évidemment, en termes de rayonnement international de revue, ça peut avoir des effets un peu limitatifs. Mais d'un autre côté, je trouve que c'est quand même une chance d'avoir été identifiés comme une revue qui permet cette fonction-là.

JEAN-YVES AUTHIER : Je voudrais revenir sur un point, par rapport à ce que vous avez dit l'un et l'autre sur ce qui caractérise la revue mais aussi sur votre entrée à *Espaces et sociétés*. Dans ce qui caractérise la revue, vous avez souligné deux éléments importants : la question de la prise en compte de l'espace et de l'articulation entre espaces et sociétés, vous l'avez évoquée tous les deux ; la question de l'interdisciplinarité, qu'a citée plus particulièrement Stéphane. Mais il y a un troisième élément que je veux évoquer ici, qui est dans le projet initial de la revue, et que vous n'avez pas évoqué, même si ça renvoie peut-être à des choses que Stéphane a dites, qui est la posture ou la position critique. Est-ce que pour vous c'était quelque chose qui n'était pas important dans votre entrée dans la revue, parce que peut-être vous ne perceviez pas cette dimension critique-là ? Et est-ce que c'est éventuellement quelque chose qui ne caractérise plus aujourd'hui la revue ?

CATHERINE BIDOU-ZACHARIASEN : Oui, moi je savais que c'était une revue « critique », puisque je la connaissais depuis le début. Mais moi ce n'est pas ça qui m'a attirée particulièrement. Moi, c'était mon positionnement de chercheur académique, c'était rédiger des articles à partir de mes travaux empiriques et théoriques. En tant que chercheur, je fais la césure entre la posture d'intellectuel critique et de chercheur. Il y a le savant et le politique.

La dimension critique, elle se percevait encore beaucoup dans la revue quand j'y suis rentrée, à travers un certain nombre de membres. C'est vrai qu'elle est moins importante maintenant. Certains voudraient la revitaliser. Je ne suis pas contre. Mais moi ce n'est pas ma posture. Ça peut être intéressant qu'on ait des débats là-dessus. Les plus grandes disputes, et parfois les dysfonctionnements qu'il y a eu historiquement dans la revue, c'était des fois dans des postures critiques exacerbées. Donc c'était un peu contre-productif. Mais comme les membres qui avaient le plus cette posture-là n'y sont plus, c'est vrai que cette dimension s'est un peu atténuée. Peut-être qu'il conviendrait de la réhabiliter un peu. Je n'ai pas de position franche là-dessus. Je pense que ça peut faire partie de la construction progressive. Mais il faut qu'on soit conscients de ce qu'on veut faire. Il peut y avoir des positionnements différents, mais je ne voudrais surtout pas qu'on soit entraînés complètement du côté d'une posture critique et d'un positionnement critique. Je pense que sa fonction première est d'être une revue de sciences sociales interdisciplinaire exposant essentiellement des résultats de recherche, et que les articles avec positionnement critique doivent être assumés et exposés tels quels. C'est ça ma position.

STÉPHANE NAHRATH : Dans certains éléments que j'ai déjà mentionnés, il y a cette dimension de la critique qui est implicitement présente. En plus il faut voir qui définit ce positionnement : est-ce que c'est un auto-positionnement par la revue, ou la perception d'autres acteurs par rapport au positionnement de la revue ? Mais je crois que cet aspect critique, il est, en tout cas pour moi,

dans le fait d'entrer dans la revue ; c'est une condition implicite indispensable quelque part. Je n'ai jamais été un militant, mais par contre, effectivement, intellectuellement, j'ai toujours considéré que les sciences sociales étaient pour ainsi dire par définition critiques. J'ai peut-être une définition un peu plus *soft* de l'aspect critique, mais il me semble quand même que cet aspect critique continue d'exister. Il est indispensable, il est nécessaire. Il faut que cette fonction critique de la revue continue à exister, avec peut-être aussi de l'autocritique (il me semble important en effet d'aborder de manière critique ce que c'est que la posture critique). Je pense qu'elle continue d'exister, mais peut-être sous une forme un peu moins spectaculaire. Quand je parlais des thématiques, il me semble que l'identification des thématiques et les choix des thématiques sont l'expression, quelque part, de la poursuite de cette posture critique. Parce que les thématiques qu'on a choisi de publier, notamment dans les dossiers, depuis que je suis dans la revue, on pourrait presque toutes les relire sous cet angle critique. Il y a une vraie contribution de ces dossiers à construire un point de vue critique sur le monde social. À critiquer le discours dominant sur ce même objet, ou cette même thématique. Donc je pense que la fonction est toujours là. Elle est peut-être moins visible, mais elle n'est peut-être pas moins efficace non plus. Et moi je n'ai pas de crainte qu'elle disparaisse. Maintenant, pour moi, cette question de la critique, c'est presque un faux débat. Qu'est-ce que ça veut dire « être critique » ? Est-ce que lorsqu'on sort un dossier sur les « biens communs », on est plus ou moins critiques que les intellectuels qui critiquent l'« idéologie des communs » en lui reprochant d'être une idéologie néo-conservatrice ? On pourrait en effet également considérer que les différentes formes de critique politique des approches d'auto-organisation, qu'elles proviennent des tenants de l'État ou du marché, sont tout autant « conservatrices » au sens historique du terme.

J'ajoute qu'avec l'évolution actuelle du monde, le simple fait de faire des sciences sociales nous place structurellement dans une posture « critique ». Je ne dis pas que ça suffit, mais en tout cas, il faut déjà voir que cette fonction-là, elle reste, et je ne pense pas qu'elle va disparaître.

LE FONCTIONNEMENT DE LA REVUE

JEAN-YVES AUTHIER : Je vous propose à présent d'entrer un petit peu dans le fonctionnement de la revue, de son comité de direction, de son comité de rédaction, dans le choix des dossiers thématiques, et dans l'évolution de ce fonctionnement...

CATHERINE BIDOU-ZACHARIASEN : Quand je suis entrée dans la revue, il y avait un directeur, Jean Remy. Et je pense que le premier élément marquant a été le départ de Jean Remy et la façon dont il a préparé assez à l'avance son remplacement. À ce moment-là, comme il n'y avait pas une personnalité

qui s'imposait, parmi nous ou à l'extérieur, qui aurait pu le remplacer, c'est lui-même qui, après des entretiens individuels avec plusieurs d'entre nous, a préparé son remplacement à travers un triumvirat, donc trois codirecteurs : Maurice Blanc, Alain Bourdin et moi-même. À l'époque, j'ai été assez étonnée, étant donné que j'étais relativement récente dans la revue. Mais c'est sans doute parce que j'étais relativement « professionnelle », entre guillemets, que je ne faisais pas partie de ceux qui se bouffaient le nez et que j'avais aussi un profil assez académique. Et puis on était tous les trois de la même génération. Et j'étais une femme.

Ce n'était pas évident de passer d'une personne à trois personnes, mais il me semble que ça s'est pas mal passé. Il y a eu vraiment un passage de relais en douceur. Les premiers comités de rédaction après le départ de Jean, il venait encore, il me semble que ça s'est passé de façon très correcte. Et là, j'ai été assez admirative, car bien qu'il y ait eu des personnages assez caractériels, je ne pense pas qu'il y ait eu trop de crispations. Ça s'est fait assez en douceur. Comme s'était fait aussi en douceur, un peu auparavant, le changement de secrétariat de rédaction, avec le départ d'Odile Saint-Raymond, en raison de ses activités à l'AISLF [Association internationale des sociologues de langue française], et son remplacement par Joëlle Jacquin. Les deux ont travaillé en collaboration pendant plusieurs mois et vraiment le passage s'est bien passé. Ensuite, il y a eu des renouvellements progressifs au sein du comité de rédaction. Et je pense que c'est à partir de notre arrivée comme triumvirat, où on a mis en place des procédures de remplacements, d'arrivées de nouveaux membres et de remplacements d'anciens membres de façon un petit peu formalisée...

STÉPHANE NAHRATH : En écoutant Catherine, je me demande si on ne peut pas dire qu'en termes de fonctionnement et de gestion de la revue, on est passés d'un régime un peu présidentiel, à une confédération, dans le sens où Jean-Claude Passeron parle des sciences sociales comme d'une confédération des disciplines. Il me semble que le fonctionnement de notre revue illustre un peu cette confédération de disciplines qui se retrouvent dans une revue pour la faire fonctionner. Il y a une alternance des disciplines autour des thématiques. Alors évidemment, il y a des croisements disciplinaires ou des collaborations interdisciplinaires dans la direction de dossiers, mais quand même, malgré tout, il y a des accointances et des proximités, des affinités électives pourrait-on dire, entre les coordinateurs, qui s'expliquent en partie par leurs trajectoires disciplinaires. Du coup, on a une relative bonne entente dans cette confédération disciplinaire au sein de la revue. Mais comme toute confédération, cela a aussi des limites. C'est-à-dire qu'il est difficile de mettre en place des règles qui tiennent sur la durée. On est à chaque fois en train de rediscuter les règles, et puis on a quelques membres plus, comment dire ça, plus rigoureux que les autres, effectivement, dont tu fais partie (Catherine). Mais en même temps, il y

a toujours l'intervention à un moment donné de Jean-Yves, qui recadre le truc et puis qui nous rappelle...

CATHERINE BIDOU-ZACHARIASEN : Mais c'est utile. Et je le soutiens généralement.

STÉPHANE NAHRATH : C'est indispensable.

JÉRÔME MONNET : Et il n'est pas le seul. Par intervalles, on joue aussi un rôle.

STÉPHANE NAHRATH : Vous êtes complémentaires. Parce que toi Catherine, c'est plus sur des aspects plus opérationnels, et toi, Jean-Yves ou toi Jérôme, c'est sur les procédures et sur les principes plus généraux. Et ça pour moi, c'est aussi le résultat du fait qu'on fonctionne comme une confédération. C'est-à-dire que l'institutionnalisation des règles, elle est plus compliquée. On a une déperdition de mémoire des règles qui est un peu trop importante. Il y a un tiers du temps où on est en train de re-stabiliser les règles. On se rend compte parfois qu'on a développé des règles qui sont elles-mêmes contradictoires entre elles, que certaines étaient là avant les autres, et qu'on a oubliées, et qui réémergent ensuite. Donc on a un vrai problème là, mais qui est à mon avis structurel, et qui est difficile à dépasser. Il faudrait réfléchir à un dispositif pour essayer de rendre ça un peu plus durable dans le temps, et plus stable.

L'avantage par contre de ce mode de fonctionnement, c'est qu'on est plus créatifs. On peut créer des nouvelles rubriques, faire disparaître des rubriques, faire des expériences plus ou moins convaincantes. Il y a une certaine flexibilité dans l'organisation de la revue. Pour le meilleur et pour le pire.

Maintenant, moi ce qui m'inquiète dans les évolutions récentes, c'est que la majorité du temps, on le passe aujourd'hui à discuter des contenants, et plus des contenus – ce que j'appréciais tout particulièrement quand je suis arrivé. On a quelque part délégué cela aux responsables des varia, aux responsables des dossiers. On leur fait confiance, et puis à la fin ça marche très bien, mais la tâche de discuter des contenus se fait moins dans les comités de rédaction.

JEAN-YVES AUTHIER : C'est un point, pas totalement nouveau, puisque Catherine l'a abordé en référence à un autre moment de l'histoire d'*Espaces et sociétés*, sur lequel j'aimerais qu'on s'arrête un moment. Comment expliquez-vous cette réduction, quand même extrêmement forte, du débat scientifique à l'intérieur de la revue et notamment de son comité de rédaction ? Est-ce que cela est lié à cette stabilisation des règles, qui demande un certain effort ? Est-ce lié à d'autres choses ? À un affaiblissement plus général du débat scientifique ? Ou bien, autre hypothèse, à la plus grande rotation aujourd'hui des membres au sein du comité de rédaction, qui, dans le passé, se caractérisait au contraire par une très grande stabilité ?

CATHERINE BIDOU-ZACHARIASEN : Effectivement, on a fait rentrer, de façon récente, beaucoup de nouveaux membres, mais c'est aussi parce que

des anciens étaient partis. Et je pense qu'en général, dans les revues, les gens ont un rapport beaucoup plus utilitariste aux comités de rédaction. Mais c'est aussi un effet de champ de la recherche. Je pense que les jeunes chercheurs et enseignants-chercheurs, on leur demande de plus en plus d'avoir des publications dans des revues à comité de lecture, d'appartenir à des comités de rédaction. Ils tirent un bénéfice plus fonctionnel qu'intellectuel à appartenir à ce genre de structure. Et chez nous, on a pu le voir aussi. Parfois certains savent très bien faire, s'investir un minimum pour avoir le maximum de bénéfices. Je pense qu'il y a beaucoup de ça. Et aussi, le contexte particulier des trois dernières années, ou des deux dernières années, où Joëlle a pris sa retraite et a été remplacée par un nouveau secrétariat de direction qui a été dysfonctionnel, et où maintenant, il n'y en a plus. Donc là, on fonctionne un peu dans la hâte en essayant de colmater les brèches. Et du coup, on n'a plus le temps de parler des contenus. Parce que pour avoir des vraies discussions scientifiques, il faut que le fonctionnement roule bien.

STÉPHANE NAHRATH : Je partage tout à fait ton analyse. Je pense qu'il y a des éléments conjoncturels et des éléments plus structurels. Sur le conjoncturel, pas besoin de développer plus que ça. Effectivement, on a eu un problème de remplacement d'un pilier du comité. On a parlé de la stabilité, qui était l'une des conditions pour que, sur la longue durée, se développe cet esprit qui était celui de la revue en termes de discussion scientifique des contenus. Ce pilier-là, il n'existe plus, et donc on perd effectivement beaucoup de temps à régler des problèmes qui, normalement, ne devraient pas exister. Et puis il y a des éléments plus structurels. Et ça, c'est plus compliqué. Parce que les conjonctures, on peut éventuellement trouver des solutions. Ça prend du temps, et ça prend plus de temps que prévu, mais je pense qu'on arrivera à trouver des solutions. Mais par contre, le structurel, c'est plus inquiétant. C'est une transformation complète du métier et du champ scientifique, ou du champ académique plutôt, qui fait qu'aujourd'hui ce n'est pas facile de faire émerger un nouveau commun, ou de maintenir un commun – comme une revue scientifique – dans le temps. On ne peut pas en vouloir aux gens. Les injonctions de la carrière sur les jeunes chercheurs, ou enseignants-chercheurs, est telle qu'effectivement, on les contraint à adopter des comportements stratégiques. Les incitations qui leur sont faites, c'est effectivement de faire des calculs stratégiques entre l'engagement dans une cause commune et les bénéfices individuels qu'ils peuvent en retirer. Et évidemment, c'est minimiser l'investissement collectif pour maximiser le gain individuel. C'est devenu un critère de réussite dans le métier. Je caricature un peu, mais je crois que ce n'est pas très loin de la réalité. Et je trouve que les comportements qu'on décrit là, ils ne sont pas forcément parmi les plus forts dans notre revue. Je pense qu'on peut trouver bien pire.

CATHERINE BIDOU-ZACHARIASSEN : Ah oui, je suis d'accord.

STÉPHANE NAHRATH : On a encore de la chance dans nos recrutements, je dirais. Moi, je trouve qu'on fonctionne plutôt bien.

CATHERINE BIDOU-ZACHARIASEN : Ce que j'ai décrit, c'est une tendance générale aux revues.

STÉPHANE NAHRATH : C'est une tendance générale. Donc on peut lire, peut-être aussi, la chose positivement, puisque la revue arrive quand même encore, malgré tout, à susciter des comportements collectifs, et probablement plus qu'ailleurs. Si l'on compare cela avec des investissements dans les charges institutionnelles dans une université, je trouve qu'on a encore, nous, des gens plus jeunes que ma génération qui s'investissent quand même passablement dans le collectif.

JÉRÔME MONNET : En même temps, la dernière vague de recrutés, ce ne sont pas des jeunes. Les plus jeunes qu'on ait recrutés, c'était Anne [Clerval] et Thomas [Sauvadet]. Ils en étaient vraiment au tout début de leur carrière quand on les a recrutés. Ils ne sont plus des jeunes dans le comité de rédaction. Parce que ça fait déjà dix ans qu'ils sont là, je crois, ou presque. En revanche, les derniers recrutés, ce ne sont pas des personnes qui avaient cette position-là, mais qui sont plutôt bien avancés dans la carrière.

STÉPHANE NAHRATH : En fait, ce constat-là, il s'applique aussi évidemment à nous, à notre génération. Parce que les injonctions, elles s'appliquent aussi à nous, même si elles ont eu un impact moins violent sur nos comportements, parce qu'on est déjà en poste, que l'on a quand même une meilleure stabilité et que l'on peut désobéir aux injonctions plus facilement. Mais la pression sociale est telle que moi le premier, j'adopte aussi des comportements dans certains cas stratégiques.

JÉRÔME MONNET : Il y a aussi un autre élément, structurel, qu'on n'a pas encore évoqué, lié en partie aux injonctions dont on vient de parler, qui renvoie au fait qu'aujourd'hui on est impliqués dans des choses qui sont de plus en plus diverses, hétérogènes, variées, et spatialement dispersées. Dans le passé, on avait peut-être un, deux, trois grands engagements. Peut-être que je caricature un peu. Mais j'ai l'impression que les lieux d'engagement intellectuels, ou académiques, ou scientifiques, d'un chercheur il y a cinquante ans, étaient beaucoup moins nombreux, mais en même temps beaucoup plus approfondis qu'aujourd'hui. Aujourd'hui, le comité d'*Espaces et sociétés*, c'est un élément dans un agenda qui est surbooké et qui nous fait un peu aller aux quatre coins de l'Europe et du monde pour certains. Il y a une rivalité d'agenda, et, dans la hiérarchie des priorités pour les membres du comité, le commun de la revue a peut-être baissé par rapport à ce qu'il était il y a même quinze ans. Aujourd'hui, c'est un engagement non plus parmi trois ou quatre, mais parmi quinze ou vingt. Cela joue aussi un rôle probablement.

LA COORDINATION DES DOSSIERS ET LA CODIRECTION DE LA REVUE

JEAN-YVES AUTHIER : Pour poursuivre sur le fonctionnement de la revue, je vous propose d'évoquer vos expériences passées ou actuelles de coordinateurs de dossiers, de responsables de varia, et bien sûr, de codirectrice/codirecteur de la revue...

CATHERINE BIDOU-ZACHARIASSEN : J'ai coordonné plusieurs numéros : le numéro sur les villes nouvelles (en passager clandestin, en reprenant le dossier de Sylvia [Ostrowetsky] qui n'était plus là pour terminer son numéro), « Tourisme en ville », « Émeutes urbaines » avec Maurice Blanc, le numéro sur « La gentrification urbaine », avec toi Jean-Yves. J'ai fait « La ville insulaire » avec Angela Giglia et plus récemment « Financer la ville », avec Jérôme Dubois. Le premier numéro que j'ai coordonné, c'était « Tourisme en ville », sur la « touristification » des centres anciens. J'avais bien aimé. J'avais apprécié la latitude dans la proposition de la thématique, mais j'avais regretté quand même pour ce numéro qu'il n'y avait pas eu tellement de réponses. Je crois que c'est une thématique qui est devenue beaucoup plus d'actualité après. Pour « Émeutes urbaines », on l'a commencé à plusieurs après les émeutes de novembre 2005. Il est paru deux ans après, le temps qu'on lance le thème, que les gens répondent, qu'on coordonne le numéro. Mais on avait eu ainsi le temps d'avoir un petit peu de recul.

STÉPHANE NAHRATH : J'ai eu la chance de coordonner mon premier numéro avec Bernard Barraqué, c'était un bon apprentissage. Ensuite j'ai fait le deuxième sur le tourisme. Et puis plus récemment le troisième sur les biens communs avec Leïla Kébir et Frédéric Wallet. L'expérience que j'en ai tirée, enfin l'un des enseignements, c'est que paradoxalement, les trois fois, il y avait une sorte de frustration, et puis en même temps une surprise. Quand on pense à une thématique et que l'on formalise un appel à articles, on y met les questions que nous, on se pose, les attentes que l'on a. Or, même si c'est des bonnes questions, c'est souvent des questions qui n'ont pas été traitées justement, ou pas exactement dans la perspective que l'on envisage. C'est pourquoi il y a souvent un décalage entre les articles qu'on reçoit et les attentes assez élevées qu'on avait. Les trois fois, j'ai fait cette expérience. Je me suis demandé : « Mais pourquoi il y a ce décalage ? » En fait je pense qu'un bon appel à articles ne doit pas uniquement viser à défricher des nouvelles problématiques, et qu'un bon dossier, c'est un dossier qui doit être construit à partir de l'état de l'art actuel. Autrement dit, un bon appel à articles, c'est quelque chose qui est paradoxalement relativement conservateur, et pas trop innovateur. Même si, évidemment, il faut essayer de pousser un peu plus loin la réflexion, et espérer avoir des bonnes surprises de chercheurs qui nous proposent tout d'un coup des articles qui sont effectivement assez innovateurs.

JÉRÔME MONNET : Et pour ce qui est des varia ?

STÉPHANE NAHRATH : C'est un peu le même travail que pour les articles des dossiers : décision de mise en lecture, identification des relecteurs, puis travail de synthèse, d'accompagnement et de finalisation de l'article. Mais c'est assez différent du dossier, parce qu'en fait c'est en continu. En tant que responsable de varia, ça oblige à s'investir de manière beaucoup plus régulière dans la revue. Parce qu'on est toujours avec des varia en cours. Alors qu'on n'est pas toujours avec un dossier en cours. C'est une autre manière de s'investir. C'est moins intense à un moment donné du temps. Mais cela l'est beaucoup plus sur la durée. Ça nous remet aussi psychologiquement et émotionnellement en relation avec la revue de manière quasi hebdomadaire. C'est quelque chose que j'ai beaucoup aimé. Par contre, c'était aussi un peu l'expérience de la difficulté de faire arriver à terme des bons articles dans cette rubrique. Avec ce décalage qui existe entre une très grande concurrence des auteurs pour aller dans les dossiers, parce que là, on a un taux de refus qui est juste énorme (pour « Biens communs et territoires », on avait une trentaine de propositions, et puis à la fin il y a six articles publiés dans le dossier), et les varia, où il faut quasiment aller chercher les gens pour qu'on arrive à en trouver un bon à la fin, et où il y a aussi beaucoup de déchet.

J'ai fait une lecture transversale rapide des articles publiés au cours des dernières années dans la rubrique Varia. On peut relever plusieurs traits. Premièrement, c'est une rubrique où il y a visiblement une surreprésentation des femmes par rapport aux hommes. Deuxièmement, cela est à confirmer, on y trouve de nombreux articles sur les espaces ruraux, parce que nos dossiers sont plus urbains. Du coup, les gens qui veulent publier dans *Espaces et sociétés*, mais qui ne peuvent pas le faire dans les dossiers parce qu'ils n'ont pas des terrains urbains, ils arrivent par les varia. Et puis troisième élément, dans les varia, on a parfois des auteurs qui ont « raté le train » du dossier et qui arrivent après coup avec un article traitant d'une thématique qui aurait pu entrer dans un dossier déjà publié. Cela dit, c'est une rubrique qui est fortement méconnue par les personnes qui veulent publier chez nous, et une rubrique sous-estimée, ce qui est très dommage.

JEAN-YVES AUTHIER : Alors qu'un article dans la rubrique Varia, c'est, comme un article de dossier, au final un article publié dans *Espaces et sociétés*.

STÉPHANE NAHRATH : Avec de surcroît plusieurs avantages : premièrement, il y a moins de concurrence ; ce qui ne veut pas dire que les articles qui sont publiés à la fin sont moins bons, car les critères scientifiques sont les mêmes que pour les articles de dossiers. Deuxièmement, l'auteur vient avec son objet. Il n'est pas obligé de se couler dans le moule d'un appel à articles. Et puis, troisièmement, le délai de publication est plus rapide.

CATHERINE BIDOU-ZACHARIASEN : Je partage pleinement ce qui vient d'être dit. Puisque c'est moi qui aujourd'hui fais la première lecture de ces

articles, avant de les distribuer éventuellement aux responsables des varia, j'ajoute que j'en mets en lecture environ trois sur quatre. Ceux qui sont refusés sont ceux qui sont trop courts ou trop longs, ceux qui sont totalement impressionnistes, et, bien sûr, ceux dans lesquels la dimension spatiale est absente.

JÉRÔME MONNET : Très bien. Dernier rôle et pas le moindre, votre expérience au sein du comité de rédaction...

CATHERINE BIDOU-ZACHARIASSEN : J'ai évoqué tout à l'heure que Jean Remy nous avait contactés, Alain [Bourdin], Maurice [Blanc] et moi, pour le remplacer. Tous les trois, on était de la même génération et on était assez sociologues, mais surtout Maurice et moi. Alain, il était plutôt urbaniste, enfin il était en section 24 du CNU, mais il était aussi sociologue. Il me semble qu'on s'est assez bien entendus tous les trois. Je trouve que ça a fonctionné. Mais d'autant plus que Jean Remy était présent les premières années. Ensuite, on s'est dit qu'on allait continuer à fonctionner en collectif, mais que ce collectif, il allait falloir le faire évoluer. Donc on a ouvert les portes à une première personne, en l'occurrence Jean-Yves, en se disant que c'était un début de renouvellement des générations, puis que le comité de direction serait renouvelé pour moitié tous les deux ans (pour des mandats de quatre ans). J'ai été reconduite, avec Jean-Yves, et il y a eu deux nouveaux : Jérôme, de la même génération que Jean-Yves, et Stéphanie [Vermeersch], encore d'une génération d'une dizaine d'années en moins. Puis on est partis ensemble avec Jean-Yves, et Joëlle [Jacquin] et Stéphane sont entrés. Donc je te passe la parole, Stéphane...

STÉPHANE NAHRATH : Oui, donc j'arrive, mais j'arrive dans des conditions qui sont évidemment très particulières [l'arrêt en maladie de la nouvelle secrétaire de rédaction de la revue], et du coup, je n'ai pas l'impression que j'ai vraiment fait pour l'instant l'expérience d'un fonctionnement régulier du comité de direction, ni d'avoir eu l'occasion avec mes deux autres camarades Jérôme et Stéphanie [Joëlle Jacquin a dû quitter le comité de direction et la revue assez rapidement] d'exercer le rôle qui normalement devrait être celui d'un membre du comité de direction. C'est-à-dire celui d'avoir une réflexion un peu plus stratégique, avec une prise de distance par rapport à la gestion de la revue, pour la positionner dans un espace, pour essayer de réfléchir aux modes de fonctionnement interne, pour améliorer ce qui peut être amélioré, etc. Tout ça, pour l'instant, on ne peut pas le faire. On le fait à partir des urgences qui nous arrivent au quotidien. Donc, je ne peux pas vraiment parler du fonctionnement normal du comité de direction d'*Espaces et sociétés*. Ceci dit, j'étais flatté qu'on puisse penser que j'avais quelques compétences que je puisse amener à la revue. J'ai pris ça aussi comme une marque de confiance de la part de l'ensemble des membres du comité de rédaction. Et puis ça fait également partie d'une logique de turn-over lié à l'expérience, donc c'était normal à un certain moment que j'accepte aussi de faire ce travail.

QUEL AVENIR POUR *ESPACES ET SOCIÉTÉS* ?

JEAN-YVES AUTHIER : Je vous propose maintenant d'échanger sur l'avenir d'*Espaces et sociétés*, et plus particulièrement sur deux aspects : le contenu scientifique de la revue et son positionnement dans l'édition scientifique. Sur le premier point, pour introduire la discussion, Catherine évoquait au début de notre entretien qu'à ses débuts *Espaces et sociétés* accordait davantage de place à l'architecture, à l'urbanisme, puis qu'elle était devenue une revue plus sociologique et également géographique. Quelle orientation conviendrait-il selon vous de suivre ? Sur le deuxième point, l'une des évolutions très importantes au cours des dernières années est l'essor des publications des numéros des revues en version numérique, qui favorise un mode de lecture à l'article, alors qu'une des caractéristiques d'*Espaces et sociétés* est sa logique de dossiers thématiques. Là-aussi qu'en pensez-vous ?

CATHERINE BIDOU-ZACHARIASEN : Sur l'architecture et l'urbanisme, on a essayé au cours des années que cette dimension soit renforcée, à travers certains membres, et peut-être à travers aussi des numéros thématiques, mais peut-être pas assez. Et sans doute que dans les disciplines comme l'architecture ou les études urbanistiques, ils ont moins besoin de revues académiques comme nous qui sommes soutenus par le CNRS. Il n'y a pas en effet de section architecture au CNRS. Donc je pense qu'il y a un effet de champ, comme on dit. Mais moi je ne serais pas contre que cela revienne. Je ne demanderais que ça. Surtout que l'architecture contemporaine, son rôle dans l'évolution des grandes villes, des métropoles, des villes globales, c'est des thématiques qui m'intéressent énormément. J'aimerais bien qu'on trouve à se développer par rapport à ces angles et à ces perspectives. Je le souhaiterais, mais ça ne se passe pas.

STÉPHANE NAHRATH : Sur les thématiques, architecture, urbanisme, c'est vrai qu'on les a un petit peu moins traitées ces derniers temps. Mais si je voulais être un petit peu provocateur, je dirais que ça ne me dérange pas. Je trahis peut-être un peu la tradition et la mémoire de la revue, mais je vois d'un bon œil le fait qu'effectivement on ouvre, qu'on ait ouvert dans le passé et qu'on continue à le faire, à travers les thématiques traitées par la revue (dans les dossiers, mais aussi les varia), à tous les aspects des relations entre espaces et sociétés, et qu'on ne focalise pas uniquement sur la ville, l'urbanisme, l'architecture ou le micro-urbanisme. Moi je trouve que ces éléments-là sont importants à partir du moment où ils permettent de contribuer à une connaissance plus générale sur les rapports entre espaces et sociétés. Je trouverais dommage qu'*Espaces et sociétés* soit une revue qui se focalise sur des aspects thématiques trop spécifiques et pointus. Par contre, je trouve qu'il y a d'autres aspects qui manquent, qui sont trop peu traités par la revue. Cela s'explique probablement par la composition du comité de rédaction. Ce n'est pas un drame. Mais je trouve qu'au vu des enjeux contemporains et aussi de ce qui

peut être traité dans d'autres revues, on a des manques. C'est notamment le cas de l'économie politique urbaine, c'est-à-dire tous les enjeux économiques des villes et de leur insertion dans les territoires, dans un contexte de globalisation, ou de mondialisation, dans lequel les espaces métropolitains sont en concurrence à l'échelle de la planète. Là-dessus, on a peu de compétences et de publications qui vont dans cette direction-là, à l'exception, dans une certaine mesure, du récent numéro « Financer la ville » codirigé par Catherine Bidou et Jérôme Dubois, mais qui focalise sur les conditions économiques de production de l'immobilier et notamment le rôle joué par la financiarisation. Pour cela, c'est plutôt un macro-économiste, ou un économiste territorial, mais disons d'économie politique, qui serait utile. Autre élément peu traité, la gouvernance urbaine. Et c'est assez étonnant, car il y a quand même deux politologues, au minimum, dans le comité, avec Jérôme [Dubois] et moi-même. Mais on traite très peu ces enjeux de la gouvernance urbaine, à l'exemple de la question des transformations des institutions métropolitaines. Autrement dit, il y a des enjeux un peu plus macro, un peu plus en lien avec des enjeux globaux et mondiaux, qu'on ne traite pas assez à mon sens aujourd'hui. Ce qui est essentiellement présent dans les numéros des quinze dernières années, ce sont des objets micro et méso, et je trouve ça vraiment très bien, c'est vraiment la base. Mais effectivement sur des objets plus macro, on est un peu plus faibles. Et je me demande si on n'est pas en train de passer à côté de thèmes importants qui pourraient nous marginaliser dans le champ. Mais c'est très subjectif et peu documenté empiriquement. C'est un sentiment.

JEAN-YVES AUTHIER : Pour prolonger sur l'orientation et le contenu scientifiques de la revue, Catherine expliquait au début de notre entretien son entrée à *Espaces et sociétés* par le fait que la revue était un des rares lieux où les sociologues, peu nombreux à l'époque, intéressés par la question de l'espace pouvaient aborder cette question. Mais aujourd'hui, dans le champ de la sociologie, l'espace intéresse un plus grand nombre de sociologues et plusieurs revues de sociologie publient d'excellents numéros, ou articles, dans lesquels les dimensions spatiales sont présentes. Dans ce contexte, on peut donc s'interroger sur la spécificité, aujourd'hui et à l'avenir, d'*Espaces et sociétés* ?

CATHERINE BIDOU-ZACHARIASSEN : Moi je pense que la revue doit continuer à être elle-même, avec son histoire. D'autres revues ont en effet publié récemment des numéros comportant des dimensions spatiales : la *Revue française de sociologie* a publié un numéro sur le périurbain, les *Actes de la recherche en sciences sociales* ont publié un numéro sur les centres-villes, et un numéro sur l'espace des classes populaires. Mais cela ne nous retire rien.

STÉPHANE NAHRATH : Il y a deux plus-values dans *Espaces et sociétés*, je pense, si on regarde par rapport à ces deux exemples de revues qui viennent d'être mentionnés. D'une part, c'est l'interdisciplinarité. *Espaces et sociétés*, c'est une revue dans laquelle on a des géographes et des sociologues, quelques

économistes politologues et historiens, et des anthropologues qui discutent ensemble de ces mêmes thématiques. Donc là, pour moi, c'est une plus-value. Et puis la deuxième, c'est l'aspect critique, si on arrive à le poursuivre et à le réactiver, dans certaines conditions non dogmatiques. C'est au minimum ces deux choses-là. Avec peut-être un troisième élément, dont on a peu parlé, mais qui m'avait beaucoup frappé en arrivant à la revue, c'est les réseaux sud-américains et hispanophones, voire lusitanophones, de la revue. Cet ancrage-là, c'est une force de la revue qui la distingue d'autres revues françaises dans le champ. Mais qu'on ne met peut-être pas assez en valeur. Alors on le voit quand même dans les dossiers, on le voit aussi parfois dans les varia, on voit ces réseaux qui font remonter des articles extrêmement intéressants, qui viennent d'Amérique du Sud notamment. Peut-être qu'il faudrait réfléchir à activer d'autres réseaux, en Afrique ou en Asie, je ne sais pas. En tout cas, ça, ça serait une autre plus-value encore.

CATHERINE BIDOU-ZACHARIASEN : Il y a quelque chose que j'ai envie d'ajouter sur notre identité par rapport aux autres revues : presque toutes les autres revues ont beaucoup de numéros uniquement composés de varia. Nous, ça ne nous est jamais arrivé. C'est peut-être parce que ces autres revues ont beaucoup de bons articles sous le coude, ce qui n'est pas notre cas. Mais c'est aussi, et d'abord, parce que nous avons une perspective thématique forte.

JEAN-YVES AUTHIER : Ce qui amène à la question du positionnement de la revue dans le champ de l'édition scientifique, et plus particulièrement à son positionnement à l'ère de l'édition numérique, qui, parce que les lecteurs sélectionnent aujourd'hui leurs articles à l'unité, à la carte, invite à nous interroger sur la pertinence, le maintien, de la logique du dossier thématique, dont on vient de souligner qu'elle constituait un élément d'importance à *Espaces et sociétés*.

CATHERINE BIDOU-ZACHARIASEN : Moi je le vois comme une plus-value pour la revue.

STÉPHANE NAHRATH : Moi aussi. Je suis en train de terminer un article pour une revue anglo-saxonne uniquement numérique, où la logique de dossier est toujours là, mais la manière de faire est complètement différente de chez nous. Pour faire court, il y a un dossier qui est proposé au départ, puis qui se construit au fur et à mesure, puisqu'ils ne publient pas les articles tous en même temps, et ça peut durer six mois ou une année jusqu'à ce que le dossier soit complet. C'est un faux dossier quelque part. Chez nous, la logique de construction du dossier, elle est beaucoup plus homogène et cohérente du début à la fin. Et moi, je pense qu'il faut maintenir ça. C'est une plus-value pour le lecteur, même si effectivement les pratiques de lecture sont en train de changer, si des gens ne vont télécharger qu'un seul article, et pas l'éditorial ni les autres articles. Je pense malgré tout qu'il y a toujours une plus-value dans le dossier. Mais peut-être qu'on va découvrir aussi que cette stratégie de saucissonnage

du doctorat, elle n'est pas si nouvelle que ça, parce qu'on ne sait pas ce que les gens lisent quand ils achètent un numéro thématique. Peut-être qu'ils ne lisaient qu'un ou deux articles, et peut-être pas tout le dossier. Donc ce n'est peut-être pas une pratique aussi récente que ça. Sauf qu'avec la numérisation, on le voit beaucoup mieux.

Lié à cela, il y a pour moi un autre enjeu, celui de l'*open access*, c'est-à-dire de migrer vers une forme de gratuité pour le lecteur. Je suis très critique par rapport à cela. Parce que le problème de l'*open access*, comme toute cette économie soi-disant « collaborative », c'est que c'est quand même toujours celui qui a le capital financier ou infrastructurel qui fait travailler les autres gratuitement pour lui. Aujourd'hui, dans le monde anglo-saxon, il faut même payer parfois très cher (plusieurs milliers de dollars) pour publier et pour enrichir les actionnaires des gros éditeurs scientifiques regroupés en multinationales. Par contre, il y a un effet qui est positif dans ce modèle-là, c'est quand même l'accès gratuit aux articles au-delà des cercles scientifiques. Du coup, à nous d'imaginer un modèle permettant d'avoir cet effet positif sans avoir les effets négatifs des excès du capitalisme bousier qui en résultent.

QU'EST-CE QUE LA REVUE VOUS A APPORTÉ ?

JEAN-YVES AUTHIER : Pour terminer, et puisqu'on a commencé cet entretien par vos parcours personnels, je vous propose en quelque sorte de boucler la boucle et de finir en abordant ce que la revue vous a apporté, dans votre parcours personnel, et dans votre parcours de recherche.

CATHERINE BIDOU-ZACHARIASSEN : Moi ça m'a beaucoup socialisée, finalement, dans le champ de l'urbain et du spatial alors que j'étais plus dans un créneau « sociologie générale ». L'urbain, le spatial, ça avait toujours été des thèmes qui m'avaient intéressée depuis le début de ma carrière, du fait que mes premières années de travail c'était en Colombie, où je travaillais sur les quartiers auto-construits dans les bidonvilles à Bogota. Donc dès que j'ai fini mes études de sociologie générale puis de sociologie urbaine (avec Lefebvre), j'avais eu l'occasion de travailler sur des terrains urbains. Et plus tard *Espaces et sociétés* m'a permis de retrouver un milieu où se croisaient à la fois le social et le spatial. Ça m'a socialisée dans ce milieu-là. J'y ai aussi retrouvé des collègues qui sont devenus des amis. Et puis j'aime bien le boulot d'édition, de responsabilité éditoriale. Je trouve ça intéressant. Je trouve que c'est un boulot un peu différent du pur chercheur. J'ai également aimé le fait d'encadrer un peu une équipe. J'avais déjà un peu de bouteille en dirigeant, en administrant, un labo. Mais là, c'est un autre type d'encadrement. C'est quand même plus facile dans ce genre de structure. Et puis, en tant que senior, depuis que je suis à la retraite et que je suis émérite, c'est un espace où je peux continuer d'avoir une petite fonction, une petite utilité. Je peux aider des jeunes à rédiger, dégager

un peu plus de temps pour encadrer des jeunes chercheurs sur leur rédaction, ou donner des conseils. Je trouve que c'est vraiment parfait pour terminer sa carrière en douceur.

JÉRÔME MONNET : Et avec un regard rétrospectif sur ta production scientifique, est-ce que tu pourrais spécifier ce que tu considères que les contenus de la revue ont apporté et changé dans ta propre recherche ?

CATHERINE BIDOU-ZACHARIASEN : C'est plutôt que j'y ai trouvé aussi un espace de production, un espace de débouchés pour mes propres travaux, comme dans le numéro sur la gentrification. Mais je n'avais pas en tête un créneau uniquement utilitariste. Pour moi, c'est surtout au niveau intellectuel, amical et social. Je trouve qu'il y a plusieurs dimensions qui étaient articulées les unes aux autres. C'est un espace de liberté.

STÉPHANE NAHRATH : Moi, il y a beaucoup de choses. Ça m'a permis, premièrement, d'acquérir des compétences professionnelles nouvelles, liées à ce travail d'édition, dans toutes ses dimensions : à la fois, qu'est-ce que c'est que de rédiger une expertise sur un article, qu'est-ce que c'est que le processus de production d'un numéro d'une revue, se poser la question de ce qui est publiable et pas publiable, la responsabilité que l'on a dans la prise de décision finale, etc. Deuxièmement, ça a enrichi mon expérience interdisciplinaire, qui passait avant tout auparavant par la collaboration dans des projets de recherche. Là, dans ce travail de production scientifique, de publication, ça m'a permis de voir comment fonctionnaient d'autres disciplines plus ou moins éloignées de ma formation initiale, ça m'a ouvert à de nouvelles thématiques. J'ai découvert des nouveaux objets, des nouvelles approches, et cela a clairement enrichi ma culture générale des sciences sociales. C'était extrêmement important pour moi.

Troisième apport, ça m'a quelque part légitimé dans ma posture un peu périphérique au sein de ma propre discipline. Appartenir à ce processus de production d'*Espaces et sociétés*, c'était aussi une manière pour moi de dire à mes collègues : « Regardez, l'espace est important, vous le sous-estimez, vous ne le traitez pas de manière suffisamment explicite. » Dans les travaux de science politique, l'espace est un impensé. Il est tellement évident qu'il est impensé. Il apparaît sous la forme de la catégorie d'analyse « territoire institutionnel », mais c'est à peu près tout. Les politologues contribuent peu à l'analyse du rôle de l'espace dans la construction des rapports de pouvoir. C'est étonnant. Alors que le pouvoir est au cœur de nos préoccupations et que l'espace est un des principaux lieux de production et de reproduction des rapports de pouvoir, le rôle du spatial dans la production des rapports de pouvoir, en science politique, est très peu présent. Il est présent de manière implicite, mais il n'est jamais théorisé. Il y a les géographes qui le font : les géographes politiques ; mais un politologue géographe, ça n'existe pas. Donc ça m'a permis de clarifier ma propre position par rapport à mes collègues politologues. J'ai

donc été identifié comme un politologue qui travaillait sur l'espace. Et du coup, je joue souvent le rôle du politologue dans les jurys de thèses et d'HDR en géographie, économie et sociologie, ce qui m'a permis de développer des collaborations scientifiques avec des collègues que je n'aurais pas rencontrés si je n'avais pas participé à l'aventure d'*Espaces et sociétés*.

Et puis il y a l'aspect fondamental de l'espace. Donc comment dire, ça n'est pas à travers *Espaces et sociétés* que je me suis forgé une conception théorique définitive du rôle de l'espace dans les rapports de pouvoir. Mais malgré tout, c'est une contribution très importante à mes réflexions.

JEAN-YVES AUTHIER : Est-ce que vous avez des choses à ajouter qu'on aurait oublié d'évoquer ?

CATHERINE BIDOU-ZACHARIASSEN : Non, je ne pense pas.

STÉPHANE NAHRATH : Je voudrais juste ajouter quelques mots sur l'aspect méthodologique. Ce qui fait la force aussi d'*Espaces et sociétés*, c'est une certaine convergence méthodologique. Parce que cela facilite les rapports entre les disciplines. Les enjeux interdisciplinaires, ils se jouent moins sur les théories que sur la méthode. C'est toujours la thèse de Jean-Claude Passeron (ou en tout cas le souvenir que j'en ai gardé). Il disait dans son article sur les sciences sociales comme confédération des disciplines : ce qui est au cœur des conflits, c'est la méthode. Et nous, on est relativement homogènes de ce point de vue-là. On aborde l'espace à travers des approches essentiellement qualitatives. On n'a quasiment aucun article, ou très peu, où il y a une méthodologie quantitative.

C'est à la fois une force et une faiblesse. Aujourd'hui en effet, dans le champ des revues de sciences sociales, les méthodologies quantitatives ont tendance à monter en puissance par rapport aux méthodes qualitatives. En science politique, c'est très clair : si on ne passe pas par le quantitatif, c'est difficile d'être publié. Ou alors on est *au minimum* dans du *mix* méthodologique. Mais pour les revues qui ne font que du qualitatif, il y a le risque d'être marginalisées dans le futur. C'est un autre enjeu pour l'avenir de la revue.

JEAN-YVES AUTHIER ET JÉRÔME MONNET : Merci à vous deux !